En tant que cadres vous avez choisi de travailler dans la fonction publique pour exercer un métier porteur d'enjeux et de contraintes spécifiques et être au service de l'intérêt général.
Les politiques publiques construites autour de la réduction des moyens et du pilotage par les coûts, vous empêchent d'exercer vos missions et heurtent vos valeurs professionnelles et personnelles.
Ce qui se joue aujourd'hui, avec le plan « Action Publique 2022 » ne se limite pas à une simple réorganisation administrative. Il s'agit d'une transformation accélérée qui doit s'attaquer aux missions, structures et règles de gestion des ressources humaines. Cette reforme de l'Etat s'inscrit dans une volonté affichée de réduire le rôle de régulateur et de cohésion sociale, exercé par les différentes administrations de notre pays.
C'est la conception de la Fonction Publique « à la française » qui est remise en cause. La fonction publique n'est pas seulement un coût pour la France, la CGT a même l'orgueil de croire qu'elle représente une vraie richesse pour notre pays.
Pour la DGFIP, l'instabilité de la norme fiscale, la contraction massive du réseau alliée à la géographie revisitée éloignant les services du public, accentuent le divorce entre les contribuables et l'administration fiscale. L'actualité récente confirme cette réalité.
Or les cadres sont sommés d'être les vecteurs de la mise en oeuvre de ces réformes auxquelles ils n'ont pas été associés. Ces évolutions se font au détriment de leur technicité, de leur éthique et de leur avenir professionnel.

Perte de repères, absence de reconnaissance de l'investissement personnel, perspectives de carrières fortement réduites pour tous les cadres, dilution des doctrines d'emploi entre les IP et les IDIV, au profit d'un management à bas coût pour la DGFIP, conditions de travail dégradées, appauvrissement des missions, collectifs de travail fragilisés, mobilité et éloignement familial durables... Le sentiment de démotivation se généralise à tous les niveaux !
Le dernier groupe de travail cadres de RH1B a été la cerise sur le gâteau. Sous couvert de risques déontologiques pour les CSC, ou de choix des AFIPA puis des IP pour redonner des marges de manoeuvres aux décideurs, la direction générale a définitivement rompu le lien de confiance avec ses cadres. La concurrence et le mépris de l'humain dans les relations de travail, deviennent ses règles de gouvernance.

../.. suite pièce jointe

fichiers: Télécharger 2018_11_26_adresses_cadres_dgfip_idiv.pdf (906.55 Ko)
Public: Les cadres
Les élections
Elections 2018

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank